

Présentation du numéro

Véronique CASTELLOTTI

Léa COURTAUD

Marc DEBONO

Université de Tours

3 rue des Tanneurs, 37041 Tours, France

veronique.castellotti@univ-tours.fr

ORCID: 0000-0001-8656-1164

lea.courtaud@univ-tours.fr

ORCID: 0000-0001-5653-6355

marc.debono@univ-tours.fr

ORCID: 0000-0003-0919-9119

Pour les universités européennes, dans la dernière décennie, l'internationalisation est devenue un mot d'ordre, voire une injonction que quasiment plus personne ne se risque à discuter. Elle va en effet de pair avec des formes de globalisation se traduisant par une influence du modèle de l'enseignement supérieur développé en Amérique du Nord. Cela se déploie de manière différente sur les plans des formations et sur celui de la recherche mais, dans les deux cas, avec un rôle jugé incontournable de l'anglais.

Des travaux variés ont largement documenté ces questions, tant sur les politiques institutionnelles des établissements que sur les modalités de recherche et de formation, en interrogeant plus précisément les rôles et places de l'anglais dans les orientations privilégiées (Grin 2024) ainsi que les éventuelles perspectives en faveur d'une prise en compte accrue de la diversité linguistique et culturelle. Nous ne les listerons pas ici, dans la mesure où de nombreuses références y renvoient tout au long des contributions à ce numéro, en interrogeant notamment la plus ou moins grande hégémonie de l'anglais et les avantages ou inconvénients qu'elle induit selon les situations et chez les différents acteurs de l'enseignement supérieur. Ces travaux questionnent aussi le "juste équilibre" à imaginer "entre l'anglais *lingua academica* et les autres langues, pour garantir une convergence entre l'internationalisation de la formation et le maintien de la diversité au niveau individuel et institutionnel, ce en termes de complémentarité et d'intégration?" (Yanaprasart 2018: §5).

Ces questions, traitées par une littérature scientifique internationale abondante, se posent aujourd'hui à nouveaux frais en Europe dans le cadre des alliances d'universités européennes. En effet, à partir de 2017, l'un des choix effectués pour l'enseignement supérieur et la recherche dans l'espace européen a consisté à promouvoir, au moyen de projets financés, des "universités européennes", définies par la Commission européenne comme "des alliances

transnationales d'établissements d'enseignement supérieur développant une coopération institutionnelle et stratégique de long terme, fondée sur des valeurs et principes partagés et visant à atteindre une coopération durable". Elles sont censées être "porteuse[s] de valeurs européennes fortes et vectrice[s] de transformation et d'attractivité internationale". Ces alliances sont généralement structurées autour d'axes thématiques présentés en cohérence avec les grands défis et enjeux sociopolitiques contemporains: c'est dans ce cadre que la question des politiques linguistiques universitaires est prise en charge par la majorité de ces consortiums universitaires (voir Brudermann 2025 et Marinis Forlot & Baumgartner ici-même). Regroupant des établissements travaillant dans des langues variées et ayant vocation à favoriser les partenariats interuniversitaires, tant sur le plan de l'enseignement, de la recherche que de la mobilité des personnels et des étudiant·es, les alliances européennes cherchent ainsi à développer des politiques linguistiques au service de l'attractivité internationale (Le Lièvre et al. 2018).

Ce numéro s'appuie sur l'ensemble des réflexions théoriques évoquées ci-dessus, et prend sa source, initialement, dans notre expérience de chercheur·es didacticien·nes des langues engagé·es durant trois années dans la construction d'une Alliance d'universités européennes, NEOLAIa², regroupant 9 établissements n'ayant au départ en commun que le fait d'être situées dans des villes de taille moyenne ayant "un rôle à jouer dans l'élaboration de projets favorisant la prise en compte de la diversité des environnements et des personnes dans des situations mondialisées" (Castellotti et al. 2023: 48). Le travail entrepris pour tenter de mener à bien la rédaction d'une charte de politique linguistique plurilingue et interculturelle pour les universités partenaires, à travers notamment, en 2024, l'organisation d'un symposium international réunissant des spécialistes reconnus des politiques linguistiques et du plurilinguisme universitaires³, ainsi que des collègues des universités partenaires, a rencontré un certain nombre de difficultés, que nous évoquons dans le texte ouvrant le présent numéro.

L'objet de ce numéro sur les "Politiques linguistiques universitaires en Europe", consiste à approfondir une série (ouverte) de questions: qui élabore ces politiques et qui les met en œuvre, plus ou moins explicitement; comment et en s'appuyant sur quels courants théoriques/scientifiques; quels sont les discours véhiculés par ces politiques en matière de conceptualisations de ce que sont les langues; comment y est pensée la diversité linguistique et culturelle; quelles représentations du rôle des langues en situations d'enseignement et de recherche traduisent les politiques linguistiques universitaires, etc. Les

¹ <https://www.enseignementsup-recherche.gouv.fr/fr/universites-europeennes-ou-en-est-91855>

² Site internet de l'alliance NEOLAIa: <https://neolaiacampus.eu/>

³ Voir <https://neolaialanguage.sciencesconf.org/?lang=en>; Plusieurs des participant·es à ce numéro avaient précisément contribué aux travaux du symposium.

contributeur·trices proposent en ce sens différentes réflexions issues de situations variées et s'intéressant, alternativement ou conjointement, à la place de l'anglais dans les orientations étudiées et à des propositions susceptibles d'ouvrir à une pluralité linguistique et culturelle effective, intégrative et éthique.

La première partie du numéro regroupe des contributions sur certains des (dés)équilibres existants dans les contextes universitaires européens entre la place et le rôle de l'anglais et le développement d'orientations plurilingues et interculturelles.

La réflexion s'ouvre avec un texte de **Véronique Castellotti, Léa Courtaud & Marc Debono**, proposant une réflexion inspirée par divers pans de leurs expériences, commune ou respectives. Celle d'une participation au long cours au développement des orientations plurilingues et interculturelles développées en didactique des langues depuis plus de trois décennies mais aussi, plus récemment, celle de leur implication dans l'université européenne NEOLAiA (voir ci-dessus), ainsi que celle d'un travail interdisciplinaire de terrain mené avec une collègue historienne. Cela les conduit tout d'abord à revenir sur le rôle de l'anglais, du double point de vue de l'élaboration des connaissances et de celui de l'équité et de la justice sociale à l'université. Iels procèdent ensuite à un bref rappel historique sur la genèse et l'évolution des orientations plurilingues en Europe, en explicitant quels choix iels privilégient dans leurs travaux, avant de décliner, dans une dernière partie, les différentes mises en œuvre et propositions pouvant en découler pour favoriser concrètement la diversité linguistique et culturelle dans l'enseignement supérieur. Leurs réflexions plaident pour le développement de politiques linguistiques s'appuyant sur de telles expériences et visent à repolitiser la question de l'internationalisation dans les universités européennes.

Theodoros Marinis, Gilles Forlot & Ramona Baumgartner partent du constat que les alliances universitaires européennes (EUAs) ont été créées à la fois pour renforcer la compétitivité internationale des universités en Europe et promouvoir les valeurs européennes, dont celle du plurilinguisme. Si la diversité linguistique apparaît comme une priorité récurrente dans les discours affichés par ces EUAs, l'anglais semble néanmoins s'y imposer. À la suite de leur étude sur les régimes linguistique de ces alliances, ils concluent que sans mesures très concrètes en faveur du plurilinguisme, la diversité linguistique et culturelle propre aux EUAs risque d'être fortement compromise. Pour contrer l'anglicisation ayant cours dans ces alliances, les auteurs invitent à réfléchir aux potentielles contradictions entre les pratiques linguistiques au sein des EUAs et les valeurs prônées par ailleurs, ainsi qu'à élaborer des politiques linguistiques formelles favorisant la pluralité linguistique dans l'enseignement et apprentissage, la recherche, la gouvernance et la communication.

La contribution de **d'Anthony J. Liddicoat** examine l'habitus propre aux pratiques linguistiques au sein des universités internationalisées. Il met en

lumière un habitus monolingue prédominant dans divers domaines du travail académique. Celui-ci est considérablement renforcé par des politiques d'internationalisation nationales et institutionnelles qui insistent sur l'usage de la langue et des normes anglophones, au détriment d'une prise en considération sérieuse du rôle des langues dans l'élaboration et la diffusion des savoirs, ainsi que dans le maintien d'une diversité de traditions académiques, indéniable source de richesse pour la communauté universitaire. En s'appuyant sur des projets de recherche menés en plusieurs langues, Anthony J. Liddicoat plaide pour le développement d'un habitus plurilingue transversal au travail universitaire. Il étudie un cas de collaboration scientifique où une politique linguistique résolument plurilingue a primé sur le recours à une langue unique, pour conclure sur les multiples bénéfices de cette démarche: si elle "ralentit" le processus, demande un effort supplémentaire qui pourrait sembler aller à l'encontre des multiples injonctions à l'"efficacité", ce régime linguistique permet selon l'auteur d'instaurer une "pratique de recherche plus profonde et plus réflexive". Une réflexion approfondie sur la nature linguistique du travail universitaire, ainsi que sur une pluralité des interprétations génératrice de discontinuités et de conflits potentiels, invite à accepter éthiquement la diversité comme moteur d'une meilleure compréhension du monde et des autres.

L'article de **Patchareerat Yanaprasart & Laurent Gajo** s'interroge de façon générale, dans un premier temps, sur les orientations de deux types d'internationalisation: d'abord celle *de* l'enseignement supérieur, obéissant à un principe d'économie dans une perspective de marchandisation, orientée en fonction de l'efficacité et de l'optimisation des ressources et développée avec un minimum d'efforts; ensuite celle *dans* l'enseignement supérieur, appuyée sur un modèle inclusif mobilisant la diversité linguistique et culturelle, amenant à développer des formes de compréhension mutuelle à partir de la pluralité. Ce sont les tensions entre ces choix qui caractérisent les formes de l'internationalisation dans de nombreuses institutions d'enseignement supérieur. A partir de l'exemple d'un projet mené à l'université de Genève, iels mettent au jour des formes de hiatus entre les discours des institutions et les usages ayant cours en leur sein. Derrière l'affirmation "internationale", ce sont deux approches qui se profilent, l'une privilégiant la transparence et l'uniformité au nom de l'efficacité, l'autre incluant la pluralité des compréhensions pour rejoindre une responsabilité éthique reconnaissant la diversité linguistique constitutive de l'élaboration conceptuelle. Iels plaident pour des politiques linguistiques ancrées dans une internationalisation dense s'appuyant sur des "stratégies plurilingues équilibrées qui combinerait un rayonnement international avec un soutien institutionnel soutenu aux langues locales".

S'intéressant également aux institutions suisses d'enseignement supérieur, le texte de **Simone Ganguillet & Jézabel Robin** s'interroge sur leur capacité à assurer une cohérence entre des objectifs affirmés de politique linguistique affichant la mise en valeur de leur potentiel plurilingue et les aspects concrets

de programmes de formation d'enseignant·es. Il analyse pour cela, plus en détail, le cas de la Haute école pédagogique du Canton de Berne. La première partie, en français, interprète les résultats d'un projet visant à valoriser les ressources linguistiques du personnel académique, tandis que la deuxième partie, en allemand, s'intéresse à des groupes de projet sur l'intérêt supposé du plurilinguisme, auxquels ont participé des étudiant·es dans le cadre de la préparation de leur mémoire de licence. Si, sur le plan individuel, l'intérêt du plurilinguisme est largement souligné de part et d'autre, on observe que, sur le plan institutionnel, la présence de l'habitus monolingue, analysé aussi dans d'autres contributions, demeure toujours prégnant.

Ces dissonances apparaissent également dans le texte de **Chloé Faucompré, Peggy Candas & Élise Bottazzi**, qui mettent au jour le potentiel rôle de dispositifs réflexifs de formation des universitaires pour l'accompagnement à la mise en œuvre de cours "internationalisés". Au cœur de la conception de ces formations, les enseignements internationalisés sont pensés comme devant mobiliser la pluralité linguistique, culturelle et épistémique en leur sein, et non comme des cours préexistants traduits en langue étrangère. Ainsi, les enseignant·es, en participant à l'enquête, conscientisent et reconfigurent leurs positionnements au regard des mises en tension dont ils peuvent faire l'objet, pris entre des discours institutionnels en faveur du multi/plurilinguisme et les tendances à l'homogénéisation liées aux dynamiques d'anglicisation. Les autrices étudient, *in fine*, un exemple de politique linguistique *bottom up* à partir de cette expérience de formation des enseignant·es et des pratiques qui se transforment, évoluent, corollairement aux processus réflexifs engagés.

Irini Tsamadou-Jacobberger & Maria Zerva proposent une analyse de la politique linguistique de l'université de Strasbourg qualifiée d'implicite, et ses réceptions par les enseignants·es, les étudiant·es et le personnel administratif, à partir de différents matériaux: documents institutionnels et questionnaires. L'analyse contrastive de ces deux types de données doit permettre, selon les autrices, d'apporter des préconisations pour l'élaboration d'une politique linguistique explicite. Ici aussi, un décalage est mis en évidence entre des déclarations politiques en faveur du multi/plurilinguisme dans les pratiques universitaires, et une stratégie en inadéquation sur le plan de la gestion des langues. À partir des résultats des questionnaires, elles discutent la tendance à considérer la présence massive de l'anglais comme partie intégrante de la pluralité linguistique, alors qu'étant donné la prépondérance de cette langue, il s'agirait plutôt de la reconduction d'un habitus monolingue: la question serait donc de savoir comment pourraient s'articuler et s'équilibrer les politiques institutionnelles et celles émanant des choix opérés par les acteurs·trices, en faveur d'un plurilinguisme réel.

Les contributions de la deuxième partie du volume s'engagent dans des analyses d'expériences concrètes de ce qui se déroule dans différents contextes académiques européens (Lituanie, Chypre, Suède).

Situant la réflexion dans le contexte européen des alliances d'universités et de la mise en œuvre de politiques linguistiques qu'elles impulsent, l'article de **Kristina Kulikauskienė & Rasa Pocevičienė** fait état dans un premier temps des recherches sur la promotion et l'intégration des pratiques plurilingues dans les établissements d'enseignement supérieur en vue de grands objectifs tels que l'inclusion, l'équité, et le maintien d'une diversité linguistique et culturelle. Puis l'étude se porte plus précisément sur le contexte de l'élaboration d'une politique linguistique à l'université publique d'État de Šiauliai, dont des orientations sont proposées à partir de l'analyse de l'évaluation des pratiques et des croyances des enseignant·es et des étudiant·es en matière de langues étrangères.

Jonas Ålander & Oliver St John analysent dans leur contribution la politique linguistique d'une université suédoise dans une enquête résolument qualitative et à petite échelle, recueillant les expériences et les points de vue d'enseignant·es et de doctorant·es internationaux·ales. Sur la base des notes auto-ethnographiques, d'entretiens avec deux étudiant·es et du "plan d'action pour l'internationalisation" de l'université, les auteurs plaident en faveur de la mise en œuvre de politiques adoptant des perspectives plurilingues spécifiques dans des contextes multilingues tel que celui de l'université suédoise, lieu de leur travail de terrain. La question d'une familiarisation plurilingue avec la langue suédoise par les étudiant·es internationaux·ales est envisagée, partant du constat que la promotion de l'internationalisation universitaire en Suède est trop souvent pensée comme un projet de communication avec "une langue pour tous", favorisant ainsi l'anglicisation.

L'article d'**Avra Xepapadakou, Eleni Papalexou & Ionna Manolessou** présente *Thymèle*, un dictionnaire multimédia en libre accès sur les arts du spectacle, visant à renforcer la langue grecque dans un contexte européen multilingue et interculturel. Aligné sur les politiques linguistiques européennes, il combat l'anglicisation croissante de l'enseignement supérieur en liant termes grecs à leurs équivalents dans plusieurs langues, avec des définitions standardisées. Cette plateforme ouverte, axée sur un travail participatif de précision terminologique et de clarification sémantique, favorise le dialogue interculturel, les collaborations internationales et un langage inclusif et non genré. L'expérience rapportée dans cet article par les trois autrices peut constituer un exemple inspirant pour d'autres travaux du même type, dans d'autres domaines académiques. L'idéal visé par une telle démarche est celui de la (re)création d'une communauté de recherche pluraliste, embrassant la diversité linguistique et culturelle.

Sans vouloir nous substituer au lectorat qui jugera du panorama général se dégageant de l'ensemble des contributions regroupées ici, l'impression d'ensemble apparaît comme celle d'un écart important entre des politiques linguistiques affichées, empruntant volontiers aux idéaux européens déjà anciens du plurilinguisme et de l'interculturalité, et la réalité des rapports de pouvoir entre les langues en présence, avec une domination écrasante de l'anglophonie académique européenne. Dans ce contexte, peut-on envisager la piste d'une transformation de l'anglais comme langue "passerelle" vers le plurilinguisme (Forlot 2013) et la prise en considération des altérités que constituent les traditions académiques, ou faut-il continuer à défendre des changements politiques dans la continuité de plus 40 ans de recherches sur la question plurilingue en Europe? L'empan possible des choix est bien entendu plus vaste qu'une simple alternative trop rapidement posée ici, et nous espérons vivement que le présent numéro contribuera, notamment, à éclairer une décision politique juste et éthique.

BIBLIOGRAPHIE

- Brudermann, C. (2025). Cartographier les stratégies de gouvernance linguistique des alliances d'universités européennes. *Language Problems and Language Planning*, 49, 25-47.
- Castellotti, V., Courtaud, L. & Debono, M. (2023). Plurilinguisme et interculturalité dans l'enseignement supérieur: aspects institutionnels, appuis théoriques et pistes d'intervention. *Language Education and Multilingualism. The Langscape Journal "Plurilingualism and Language Policies in Tertiary/Higher Education and Research in Europe and Beyond"*, 6, 47-62.
- Forlot, G. (2013). Towards language diversity at school and a renewed role of English as a 'gateway language', *LEND*, 42, 18-25.
- Grin, F. (2024). Les universités francophones entre internationalisation et anglicisation. *Enjeux & Société*, 11, 21-51.
- Le Lièvre, F., Anquetil, M., Derivry-Plard, M., Fâcke, Ch. & Verstraete-Hansen, L. (dir.) (2018). *Langues et cultures dans l'internationalisation de l'enseignement supérieur au XXI^e siècle. (Re)penser les politiques linguistiques: anglais et plurilinguisme*. Berne: Peter Lang.
- Yanaprasart, P. (2018). Transcending borders – bridging language boundaries in linguistically mixed teams. *Language and Intercultural Communication*, 18, 9-27.